

Menu



Lire  
l'édition  
du jour



Mon  
Compte

Vos  
avantages  
abonné

Présidentielle 2027

Politique

International

Idées et Débats

Culture

CheckNews



Par un collectif d'associations et de personnes solidaires à la frontière

◆ Réservé aux abonnés En 2026, il n'y a plus «une» jungle mais plusieurs, de Dunkerque à Berck, où 2 000 à 3 000 personnes survivent dans l'errance administrative. Face à leur invisibilisation, le collectif d'associations et de personnes solidaires à la frontière renouvelle l'appel signé en 2015.

Gouvernement Lecomte  
Élections municipales 2026  
Guerre en Ukraine

Services  
Contactez-nous  
S'abonner

Faire un don (déductible des impôts)



## Faut qu'on se parle

Julia Cagé et Alain Finkielkraut en débat : «Pour la gauche, éviter l'élection de Marine Le Pen n'est pas un programme politique»

Abonnés

01

## CheckNews

Mobilisation lycéenne : que recouvre le chiffre de 900 policiers et gendarmes blessés, annoncé par le ministre de l'Intérieur ?

Abonnés

02

Publié aujourd'hui à 15h37

Présentation de l'application

## Enquête vidéo

Gaza dévastée par trois ans de guerre : les preuves vues du ciel

03

**Temps**

Mon covoiturage qui dérape : «Il se met sur la file de gauche et conduit pied au plancher à 190 km/h»

Abonnés

**04**

désengagement de la puissance publique.

Un an plus tard, en octobre 2016, l'Etat a fait un tout autre choix : il a détruit le bidonville, expulsé ses habitant·es et les a dispersé·es à travers la France. Si l'opération a pu sembler un succès, c'est que, pour une fois, les pouvoirs publics avaient pris en compte l'une des causes de la situation : le règlement Dublin a été suspendu, permettant à celles et ceux qui le souhaitent de demander l'asile en France. Mais l'opération était avant tout médiatique : effacer au plus vite les traces de cette ville en devenir qu'était la «Grande Jungle», sans solution pour les personnes qui ne souhaitent pas rester en France, dont de nombreux enfants non accompagnés. Depuis 2016, ces personnes et de nombreuses autres sont revenues sur le littoral. La destruction du bidonville n'a été qu'une illusion.

**A LIRE AUSSI****GRILLES ANTI-MIGRANTS. MURS. ROCHERS : COMMENT CALAIS S'EST BUNKERISÉ**

Dix ans après, il n'y a plus «une jungle», mais «des jungles». Entre 2 000 et 3 000 personnes survivent sur le littoral, de Dunkerque à Berck, reléguées aux marges des villes et des villages. La politique dite du «*zéro point de fixation*» organise leur dispersion : expulsions toutes les quarante-huit heures, confiscation des effets personnels, accès aux services entravés, obstacles à la solidarité. Harcèlement,

## Du désengagement à la répression

D'une politique de désengagement, les puissances publiques sont passées à une politique active de répression qui met toujours plus en danger la vie des personnes exilées – et de celles qui les aident. C'est le choix de la France et du Royaume-Uni : plus de 1,5 milliard d'euros britanniques engagés depuis 2018 pour l'hostilité, plutôt que pour l'hospitalité.

Les barbelés ont mutilé des corps. Les expulsions ont détruit et épuisé. La bunkérisation a tué.

La frontière s'est étendue de Calais à Cherbourg, jusqu'en Belgique – avec elle, la fabrique de l'errance administrative et psychique, la banalisation de l'inhumain. Criminaliser la solidarité et l'accueil : c'est la frontière que nos responsables politiques ont accepté de franchir. Habitant·es du littoral, bénévoles et associations continuent pourtant d'accueillir, de soigner, d'accompagner et de témoigner, refusant la normalisation de l'inacceptable.

Ce qui se passe ici n'est pas isolé. Calais est devenu le triste «laboratoire» des politiques menées contre les droits humains aux frontières de l'Europe, de la Méditerranée à la Manche. Depuis 2016, le règlement Dublin s'applique de nouveau et prive les personnes d'un accès effectif à l'asile. Le pacte européen sur la migration et l'asile, entré en application cette année, durcit le tri aux portes de l'Europe, et l'accord franco-britannique «*one in one out*» qui a organisé les renvois de centaines de personnes exilées du Royaume-Uni vers la France, sans solution pérenne, vient seulement de prendre fin. Partout, l'extrême droite progresse. Sur le littoral, des groupes d'extrême droite britanniques se rendent sur les campements, afin de propager des appels à la haine. Le mythe de «l'appel d'air», du «grand remplacement»

**A LIRE AUSSI****AU ROYAUME-UNI. UN AGITATEUR RACISTE LANCE LA CHASSE  
AUX MIGRANTS SUR LES CÔTES ANGLAISES**

Comme en 2015, nous réaffirmons notre humanité commune comme boussole. Il n'y a pas de hiérarchie dans la pauvreté, dans la précarité, ni dans la solidarité. Ce qui se passe à Calais nous concerne toutes et tous.

Face à ces constats, nous demandons :

la fin de l'approche répressive et sécuritaire, à commencer par les expulsions et la politique du «zéro point de fixation» ;

des solutions d'accueil digne ;

le respect du libre choix du pays d'asile, à commencer par la suspension du règlement ReGAM (qui a remplacé le règlement Dublin) comme en 2016 ;

la fin de la criminalisation des personnes solidaires ;

une coopération franco-britannique tournée vers l'accueil et l'ouverture de voies légales et sûres, plutôt que vers la répression.

Face à l'invisibilisation, nous renouvelons aujourd'hui cet appel. Il s'adresse à celles et ceux qui l'ont signé en 2015, et à toutes celles et ceux qui refusent de s'habituer à l'inacceptable. Nous vous appelons à vous mobiliser, sur scène, dans vos œuvres, dans votre quotidien.

**Parmi les signataires : Annie Ernaux** Prix Nobel de littérature **Camille Etienne** Activiste et autrice **Marina Foïs** Actrice **Adèle Haenel** Actrice **Edouard Louis** Ecrivain **Corinne Masiero** Actrice **Guillaume Meurice** Humoriste **Yolande Moreau** Actrice **Geoffroy de Lagasnerie** Philosophe **Didier Eribon** Philosophe **Didier Fassin** Professeur au Collège de France **Danièle Lochak** Universitaire, ancienne présidente du Gisti **Frédéric Lordon** Philosophe **Françoise Vergès** Autrice **Jean-François Corty** Président de Médecins du monde **Isabelle Defourny** Présidente de Médecins sans frontières **Yann Manzi** Cofondateur et directeur général d'Utopia 56 **Bruno Morel** Président d'Emmaüs France **Anne Savinel-Barras** Présidente d'Amnesty International France **Nathalie Tehio** Présidente de la Ligue des droits de l'homme...

[La liste complète des signataires.](#)

Vous souhaitez publier une tribune dans *Libération* ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à [idees@liberation.fr](mailto:idees@liberation.fr).

## POUR ALLER PLUS LOIN :

[Calais](#)[Immigration](#)[Précarité](#)[Pauvreté](#)[Dunkerque](#)

## Dans la même rubrique

## Dix ans après l'appel de Calais, êtes-vous toujours là ? Eux, oui

15 oct. 2026 [abonnés](#)

TRIBUNE

## Octobre rose doit redevenir le mois des faits et de la confiance retrouvée

15 oct. 2026 [abonnés](#)

TRIBUNE

## Affaire Rohan Rane : les violences sexuelles en ligne emprisonnent à perpétuité les victimes

14 oct. 2026 [abonnés](#)